



**PRÉFET
DE LA CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or**

**ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 754 du 1er mai 2024
portant enregistrement
d'installations de production de ouate de cellulose
exploitées par la société HOLDING SOPREMA à Beaune**

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

VU l'annexe III de la Directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.512-7-1 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le décret n° 2019-1400 du 17 décembre 2019 adaptant les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7) du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7) du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif au plan national de prévention des déchets 2021-2027 ;

VU le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Bourgogne-Franche-Comté approuvé le 15 novembre 2019 ;

VU le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et de l'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Bourgogne-Franche-Comté approuvé le 16 septembre 2020 ;

VU le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de la communauté d'agglomération Beaune Côte Sud approuvé le 28 mars 2022 ;

VU le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Bourgogne-Franche-Comté approuvé le 16 mars 2015 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Beaune approuvé le 24 juin 2021 ; ;

VU la demande présentée le 31 juillet 2023 et complétée le 05 décembre 2023 par la société HOLDING SOPREMA dont le siège social est au 14 rue Saint Nazaire à Strasbourg (67100) pour l'enregistrement d'installations de transformation du papier/carton (rubriques n°2445-1 de la nomenclature des installations classées) et de transit, regroupement, tri et préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons (rubriques n°2714-1 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Beaune ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

VU le plan de gestion des pollutions, en date du 03 juillet 2023, annexé à la demande ;

VU l'arrêté préfectoral n°56 du 5 janvier 2024 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU les observations du public recueillies entre le lundi 29 janvier 2024 et le lundi 26 février 2024 ;

VU les observations des conseils municipaux consultés entre le 5 janvier 2024 et le 12 mars 2024 ;

VU l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site en date du 23 juin 2023 ;

VU l'avis du maire de Beaune, président de l'agglomération compétent en matière d'urbanisme sur la proposition d'usage futur du site en date du 23 juin 2023 ;

VU le rapport du 10 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 16 avril 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations présentées sur ce projet par la société HOLDING SOPREMA le 23 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage autorisé par l'actuel PLU respectivement en zone 1AUE et en zone 2AU ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet ne se situe pas dans le périmètre immédiat ou rapproché d'un captage AEP ;

CONSIDÉRANT qu'aucune zone humide ne se situe à proximité du projet ;

CONSIDÉRANT que le projet reste en dehors du périmètre d'un parc naturel régional ou national, d'une réserve naturelle régionale ou nationale, d'une ZNIEFF de type I et II (la plus proche étant située à 80 mètres du projet), d'un arrêté de protection de biotope ou d'une zone humide ;

CONSIDÉRANT que le projet ne se situe pas dans le périmètre de protection d'un patrimoine classé ou inscrit ;

CONSIDÉRANT que le projet n'engendre pas de dégradation de la qualité du milieu naturel récepteur des effluents aqueux (essentiellement eaux pluviales de ruissellement);

CONSIDÉRANT que le projet se situe hors zone d'aléas du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation PPRNI ;

CONSIDÉRANT que le projet ne devrait pas, compte tenu de l'éloignement de la première habitation située à 350 m, conduire à un dépassement des émergences de bruit dans les zones à émergence réglementée ;

CONSIDÉRANT que le projet n'a pas d'effets cumulés avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants ou approuvés dans cette zone.

CONSIDÉRANT la solution d'encapsulation sur site d'une partie des sols pollués décrite dans le Plan de Gestion des pollutions et notamment les dispositions de surveillance des eaux souterraines proposées ;

CONSIDÉRANT que la solution d'encapsulation proposée par l'exploitant dans son Plan de Gestion des pollutions prévoit la réalisation d'une Analyse Résiduelle des Risques et un dossier d'instruction de servitude ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la nécessité de fixer les modalités de suivi de la qualité des eaux souterraines compte-tenu de la présence de terres polluées sur le site ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – Bénéficiaire et portée

ARTICLE 1.1.1 : Exploitant, durée, péremption

Les installations de la société HOLDING SOPREMA (SIRET 558 500 187 000 98) dont le siège social est situé au 14 rue de Saint Nazaire à Strasbourg (67100), faisant l'objet de la demande susvisée du 31 juillet 2023 complétée le 05 décembre 2023, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Beaune (21200), à l'adresse 94 route de Seurre. Les parcelles cadastrales sont détaillées au tableau de l'article 1.2.3 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2 – Nature et localisation des installations

ARTICLE 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° rubrique	Désignation des activités	Nature de l'installation	Capacité maximale
2445-1	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1) supérieure à 20 t/j (E)	Production de ouate de cellulose à partir de déchets de papiers, de cartons et de glassine	La production annuelle prévisionnelle sera de 20 000 t/an, soit une moyenne de 55 à 60 t/j et une production maximale journalière de 120t/j
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ; (E)	Stockage des déchets de papiers, carton et glassine servant de matière première à la production de l'ouate de cellulose	L'installation sera susceptible d'accueillir jusqu'à 3 432 m ³ de déchets environ de papier, et de cartons, dans la zone de réception.

Régime : E (Enregistrement)

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Parallèlement, le pétitionnaire a déposé un dossier de déclaration au titre des rubriques :

N° rubrique	Désignation des activités	DC ou D	Capacité
1530-2	<p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC)</p>	DC	L'installation sera susceptible de stocker environ 1 500 m ³ de glassine dans la zone de réception ; ainsi que 13 500 m ³ de produits finis sous l'auvent (jusqu'à 5 000 palettes de 2,7 m ³), soit 15 000 m ³ au total.

D : déclaration ; DC soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

ARTICLE 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelles	Superficie
Beaune	DR	85	6 020 m ²
Beaune	DR	87	3 029 m ²
Beaune	DR	101	366 m ²
Beaune	DR	102	1 220 m ²
Beaune	DR	104	145 67 m ²
Beaune	DR	107	948 m ²
Beaune	DR	108	6 029 m ²
Beaune	DR	109	12 83 m ²
Beaune	DR	110	10 44 m ²
Beaune	DR	208	8 313 m ²
Beaune	DR	211	46 m ²

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 – Conformité au dossier d'enregistrement

ARTICLE 1.3.1. Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 31 juillet 2023 et complété les 21 novembre 2023 et 5 décembre 2023.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4 – Mise à l'arrêt définitif

ARTICLE 1.4.1. Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage compatible avec le Plan Local d'Urbanisme. Pour la zone 1AUE, accueillant les bâtiments du site, la destination future sera un usage industriel, pouvant comprendre un bâti (y compris des entrepôts), des infrastructures industrielles et, le cas échéant, des aménagements accessoires, tels que des bureaux ou des places de stationnement associés à l'activité industrielle. Quant à la zone 2AU, accueillant les voies de circulation, espaces verts et bassins, l'usage futur sera conforme à la destination définie à l'occasion d'une évolution du PLU acté par révision ou modification, ou à l'occasion de la création d'une zone d'aménagement concerté.

CHAPITRE 1.5 – Prescriptions techniques applicables

ARTICLE 1.5.1. Prescriptions des actes antérieurs

Sans objet.

ARTICLE 1.5.2. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent notamment à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

ARTICLE 1.5.3. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, aménagements des prescriptions

Sans objet, l'exploitant n'ayant pas demandé d'aménagements des prescriptions générales des différents arrêtés ministériels qui s'imposent à son installation.

ARTICLE 1.5.4. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. Compléments, renforcement des prescriptions générales

Pour la protection des eaux souterraines, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par les dispositions suivantes :

- Mise en place d'au moins trois ouvrages piézométriques pour chaque zone d'encapsulation et réalisation d'une première campagne de prélèvement en amont de la mise en place du confinement,
- Mise en place d'un grillage avertisseur en partie basse,
- Contrôles analytiques en bords et fond de fouilles et contrôles topographiques permettant une traçabilité des travaux engagés et de vérifier que les concentrations résiduelles correspondent aux valeurs de gestion définies au Plan de Gestion des pollutions,
- Mise en place d'un grillage avertisseur en partie haute du confinement,
- Remblaiement contre-voile et remblaiement par 40 cm de terre végétale au-dessus du confinement,
- Remblaiement de la zone terrassée de par la présence de déblais pollués avec des galets roulés 30 cm au-dessus du niveau des eaux puis de matériaux inertes,
- Réalisation d'un suivi des eaux souterraines au droit des ouvrages piézométriques implantés par la réalisation d'une campagne par mois pendant 6 mois puis une campagne tous les 6 mois,
- Réalisation d'une Analyse des Risques Résiduels après travaux,
- Réalisation d'un dossier d'instruction de servitude.

Les dispositions de l'article 65 bis « Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont appliquées par l'exploitant.

TITRE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 3.3. Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société HOLDING SOPREMA dont le siège social est situé au 14 rue de Saint Nazaire à Strasbourg (67100).

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Beaune et peut y être consultée ;
2. Un extrait de ces arrêtés est affiché en mairie de Beaune pendant une durée minimale d'un mois ; procès verbaux de l'accomplissement de cette formalité sont dressés par les soins des maires et adressés à la préfecture de la Côte-d'Or ;
3. Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de la procédure d'enregistrement ;
4. Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.4. Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Beaune, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Signé
Johann MOUGENOT